CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE
N°2 - 2016
Trimestriel / Quarterly





60 years
of European solidarity
CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Financing healthcare





Financer la santé

Sommaire

Édito du Gouverneur 3

La CEB a tenu sa Réunion Commune annuelle et célébré son 60ème anniversaire 4

Lancement à Strasbourg de l'exposition photo intitulée "60 ans de solidarité européenne" 6

Activité prêts/projets 8

Sant Pau : recherches médicales de pointe sur un site classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO 8

Les défis spécifiques aux établissements de santé 10

Albanie : soutien à la modernisation des soins de santé 12

Dans un paysage de la santé en mutation, quel rôle pour la CEB ? 14

Document de réflexion de la CEB : "Financement des infrastructures de santé durables dans les pays cibles de la CEB" 16

Actualités 18

La CEB approuve 1,15 milliard de prêts pour 12 nouveaux projets sociaux

La CEB nomme deux nouveaux Vice-Gouverneurs

Activités financières et de gestion des risques 20

Nouvelle émission benchmark à dix ans de la CEB pour un montant de EUR 1 milliard

Nouvelle politique financière et de risques pour la CEB

Du nouveau à la CEB 22

Agenda : Principaux événements à venir
Brèves
Publications

Crédits photos : Carré Communication, Council of Europe, Courtesy of Sant Pau, CEB Photo library

Contents

Editorial by the Governor 3

CEB holds annual Joint Meeting, marks 60th anniversary 5

"60 years of European solidarity" photo exhibition launched in Strasbourg 7

Loans/projects activity 9

Sant Pau: cutting-edge health research at a UNESCO World Heritage site 9

Engineering challenges in healthcare facilities 11

Albania: supporting the modernisation of healthcare 13

In a changing healthcare landscape, what role for the CEB? 15

CEB Working Paper: "Financing Sustainable Health Infrastructure in CEB Target Countries" 17

News 17

The CEB approves loans for 12 new social projects worth € 1.15 billion 19

The CEB appoints two new Vice-Governors 19

Financial and risk management activities 21

The CEB launches a EUR 1 billion ten-year benchmark issue

New Financial and Risk Policy for the CEB

CEB update 23

Agenda: Major upcoming events
In brief
Publications



Rolf WENZEL

Édito du Gouverneur

Cher Lecteur,

Á l'invitation des Autorités françaises, la CEB a tenu sa Réunion Commune annuelle le 17 juin à Strasbourg. Que le Conseil de l'Europe accueille cette réunion a une résonance particulière l'année où la CEB célèbre son 60ème anniversaire.

Cet événement souligne, entre autres, l'importance d'une coopération constructive entre le Conseil de l'Europe et la Banque, ainsi que la place à part dans le champ d'activité de la CEB qu'occupe l'aide aux réfugiés et personnes déplacées : au cœur de son mandat dès 1956, elle l'est encore dans les actions que la Banque mène aujourd'hui.

La CEB reste bien évidemment active dans d'autres secteurs tels que la mise à disposition de logements sociaux abordables, le soutien à la création d'emplois dans les micro, petites et moyennes entreprises et la construction ou la réhabilitation d'infrastructures publiques. Ce numéro du CEB Info est , quant à lui, consacré à la santé, un domaine d'intervention de la Banque aux facettes multiples et qui pose des défis spécifiques.

Lors de la Réunion Commune, le Conseil de direction a nommé M. Hakan Tokaç au poste de Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible à compte du 16 août prochain, ainsi que Mme María Sánchez-Yebra Alonso qui succédera à M. Apolonio Ruiz-Ligero au poste de Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social le 18 décembre. Je tiens à les féliciter tous les deux et me réjouis d'accueillir deux nouveaux Vice-Gouverneurs à la Banque.

Je souhaite remercier à la fois le Gouvernement français et le Conseil de l'Europe, qui ont largement contribué à faire de notre Réunion Commune annuelle un événement utile et couronné de succès. J'ai bon espoir que dans les années et décennies à venir la CEB continue de renforcer sa position, en s'acquittant de sa mission sociale et en œuvrant à la construction d'une Europe meilleure.

Editorial by the Governor

Dear Reader,

On 17 June the CEB held its annual Joint Meeting in Strasbourg at the invitation of the French government. The fact that the meeting was hosted by the Council of Europe as the CEB is marking its 60th anniversary has special significance.

Among other things, it underlines the importance of the constructive cooperation between the Bank and the Council of Europe. It also stresses the focus of CEB activity on providing assistance to refugees and displaced persons, which was at the heart of the Bank's mandate back in 1956 and is central to its work today.

Of course, the CEB continues to be active in other sectors, such as the provision of affordable social housing, the support of micro, small and medium businesses to promote job creation, and the construction and rehabilitation of public infrastructure. The focus of this issue of CEB Info is on healthcare, a CEB area of operation that has several different facets and presents specific challenges.

At the Joint Meeting, the Governing Board appointed Mr Hakan Tokaç to the post of Vice-Governor for Target Group Countries, effective from 16 August 2016. It also appointed Ms Rosa María Sánchez-Yebra Alonso to the post of Vice-Governor for Social Development Strategy, to succeed the incumbent Mr Apolonio Ruiz-Ligero from 18 December 2016. I congratulate them both on their appointment and look forward to welcoming the new Vice-Governors to the Bank.

I would like to thank both the French government and the Council of Europe for their important contribution to making our annual Joint Meeting a successful, constructive event. I hope that in the years and decades to come the CEB will continue to go from strength to strength pursuing its social mission and helping to build a better Europe.

La CEB a tenu sa Réunion Commune annuelle et célébré son 60ème anniversaire

La 51ème Réunion Commune de la CEB s'est tenue le 17 juin à Strasbourg, à l'invitation du gouvernement français. À l'instar des années précédentes, cet événement a réuni les membres du Conseil de direction, du Conseil d'administration de la Banque et le management de la CEB.

Matthias Fekl, Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, a représenté la France, pays hôte. Sont également intervenus au cours de cette réunion : Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ; Dominique Lamiot, Président du Conseil de direction de la CEB ; Joseph Licari, Président du Conseil d'administration de la CEB ; et Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB.

Thorbjørn Jagland a félicité la CEB pour son assistance aux pays membres dans la gestion de la crise des réfugiés et des migrants, et exprimé sa reconnaissance pour le solide partenariat entre la Banque et le Conseil de l'Europe.

"Soixante ans après la création de la Banque, la crise actuelle des migrants et des réfugiés met au défi l'intégration européenne et la cohésion sociale : c'est l'idée même des droits de l'homme qui est menacée lorsque les gouvernements essaient d'endiguer l'afflux de personnes sur leur territoire au travers d'une batterie de nouvelles restrictions."

Dominique Lamiot a noté avec satisfaction que les interactions entre la Banque et les États membres s'étaient considérablement intensifiées. Monsieur Licari a déclaré que les excellents résultats de la Banque étaient dus à l'engagement du Gouverneur et du personnel de la CEB.

Matthias Fekl a indiqué que la coopération européenne était non seulement une ardente nécessité mais aussi une obligation face aux défis, a salué la réactivité de la CEB au sujet de la crise des réfugiés et des migrants et a félicité la Banque pour la qualité de ses projets.

Rolf Wenzel a affirmé que la Banque était déterminée à poursuivre son soutien à l'ensemble de ses membres, qui sont confrontés à la crise des migrants et des réfugiés, à la lutte contre les causes profondes de la radicalisation, notamment un taux de chômage élevé et la marginalisation, et à la gestion efficace des changements climatiques.

Le Conseil d'administration a approuvé douze nouveaux projets sociaux d'une valeur totale de 1,15 milliard d'euros et examiné plusieurs questions stratégiques et politiques. Il a également approuvé la nouvelle Politique financière et de risques de la CEB.

Les organes de la Banque ont apporté leur soutien aux orientations générales du futur Plan de Développement, dont l'augmentation significative du volume d'approbation de nouveaux projets et l'évaluation périodique du cadre de ressources financières, conformément aux meilleures pratiques des institutions similaires.

La France et la CEB

La France, membre fondateur de la CEB, a noué une coopération fructueuse avec la Banque depuis sa création en avril 1956. Ce partenariat a permis de nombreux investissements dans des domaines essentiels au développement équitable et la cohésion sociale comme celui de la santé.

La CEB a ainsi déjà financé avec succès plusieurs projets contribuant à l'amélioration des conditions de vie de personnes dépendantes, âgées ou handicapées.

En particulier, la coopération avec le Département de Seine Saint-Denis, qui a débuté en 2012, s'est concentrée sur des projets en faveur de l'éducation. La Seine Saint-Denis connaît de graves difficultés économiques, d'où un chômage élevé, et cumule les handicaps tant en termes d'éducation, que de transports et d'équipements publics.

Très récemment, la Banque a par ailleurs approuvé un projet de 200 millions d'euros avec la Ville de Paris, pour des investissements dans des infrastructures éducatives et des centres d'accueil pour les réfugiés.



CEB holds annual Joint Meeting, marks 60th anniversary

The 51st Joint Meeting of the CEB was held on 17 June in Strasbourg at the invitation of the French government. As in previous years, the meeting brought together the members of the Bank's Governing Board, Administrative Council and senior management.



Representing the host country France at the meeting was Matthias Fekl, Minister of State for Foreign Trade, the Promotion of Tourism and French Nationals Abroad. Also speaking at the meeting were Thorbjørn Jagland, Secretary General of the Council of Europe; Dominique Lamiot, Chairman of the CEB's Governing Board; Joseph Licari, Chairman of the CEB's Administrative Council; and Rolf Wenzel, Governor of the CEB.

In his address, Thorbjørn Jagland commended the CEB on helping its member countries to manage the migrant and refugee crisis, and expressed his gratitude for the solid partnership between the Bank and the Council of Europe.

"60 years after the establishment of the Bank, the current migrant and refugee crisis once again challenges European integration and social cohesion: the very idea of human rights is coming under attack as governments are trying to halt the flow of people into their territories with an array of new restrictions."

Chairman Lamiot noted with satisfaction that interaction between the Bank and its member states had further intensified. Chairman Licari said that the Bank's excellent results were due to the commitment shown by the CEB's Governor and staff.

Matthias Fekl underlined that European cooperation was not only an imperative necessity but also an obligation in the face of challenges, welcomed the CEB's responsiveness to the migrant and refugee crisis, and commended the Bank on the quality of its projects.

Rolf Wenzel said that the Bank was determined to continue supporting all its members in tackling the migrant and refugee crisis, fighting the root causes of radicalisation, including high unemployment and marginalisation, and managing effectively climate change.

The Administrative Council approved twelve new social projects worth a total of € 1.15 billion and discussed strategic and policy issues. It also approved the CEB's new Financial and Risk Policy.

The organs of the Bank supported the general directions of the proposed new Development Plan, including a significant increase in new project approvals and the periodic assessment of the financial resources framework in line with best practices of peer institutions.

France and the CEB

France, a founding member of the CEB, has had productive cooperation with the Bank since its inception in April 1956. This partnership involves a large number of investments in areas that are vital for the promotion of equitable development and social cohesion such as the health sector.

The CEB already financed successfully several projects to improve the situation of dependent, elderly and disabled people.

One element of particular importance has been the cooperation with the Department of Seine Saint-Denis, which started in 2012, focused on educational projects. The Seine Saint-Denis area suffers from serious economic difficulties and a resulting high unemployment, and has to contend with cumulative disadvantages in the fields of education, transport and public equipment.

More recently the Bank also approved a € 200 million project with the City of Paris, for investments in the education infrastructure and appropriate refugee reception facilities.

Lancement à Strasbourg de l'exposition photo intitulée "60 ans de solidarité européenne"



À la suite de la Réunion Commune, le Gouverneur Wenzel a officiellement dévoilé l'exposition photo destinée à marquer le 60ème anniversaire de la Banque. L'exposition, qui met en lumière le caractère pluridisciplinaire et paneuropéen de l'activité la Banque, est hébergée par le Conseil de l'Europe dans le foyer de son hémicycle.

"L'exposition met en exergue les résultats des actions menées par la CEB ainsi que les bénéficiaires de ses efforts.

Comme vous pourrez le voir, les photos parlent des gens et racontent leur histoire. Elles évoquent la détresse et les ambitions de personnes dont les vies ont été marquées et améliorées par la CEB, en les aidant à concrétiser leurs aspirations. Et nous pouvons tous en être fiers", a déclaré le Gouverneur.

Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, s'est associée au Gouverneur pour inaugurer l'exposition photo. Dans son discours, elle a loué les réalisations de la CEB en lien avec son mandat initial – une organisation de nature bancaire promouvant la solidarité humaine, ayant depuis toujours l'objectif de faciliter l'intégration des migrants et des réfugiés.

Des membres du Conseil de direction et du Conseil d'administration de la CEB ainsi que des hauts responsables du Conseil de l'Europe ont assisté à l'inauguration.



"60 years of European solidarity" photo exhibition launched in Strasbourg



Following the Joint Meeting, Governor Wenzel officially opened a photo exhibition to mark the Bank's 60th anniversary. The exhibition, which showcases the multi-faceted, pan-European character of the Bank's work, was hosted by the Council of Europe in the lobby of its Assembly Chamber.

"The exhibition puts the spotlight on the outcomes of the CEB's activity, on those who benefit from our efforts.

As you will see, the photos tell stories about people, about their plight and ambitions; people whose lives the CEB touched and improved, helping them to meet their ambitions. And we can all be proud of that," the Governor said.

Deputy Secretary General of the Council of Europe, Gabriella Battaini-Dragoni, joined the Governor for the inauguration of the photo exhibition. In her speech she praised the CEB's achievements in relation to its original mandate - an organisation for human solidarity through banking, with the original aim of facilitating the integration of migrants and refugees.

The opening was attended by members of the CEB's Governing Board and Administrative Council, as well as Council of Europe officials.



Sant Pau : recherches médicales de pointe sur un site classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO

Après avoir réussi le financement de la restauration de deux bâtiments historiques de l'hôpital de Sant Pau, la CEB a approuvé un prêt de 9 millions d'euros pour la construction d'un centre de recherche biomédicale.

Sant Pau (Barcelone) est le plus grand site Art nouveau du monde et abrite l'une des plus anciennes institutions médicales d'Europe. En 1997, il a été inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en raison de son architecture unique et de sa beauté artistique.

En service depuis plus de 600 ans, Sant Pau est le plus vieil hôpital d'Espagne et accueille des patients venus de Catalogne, mais aussi de tout le pays. Sa mission initiale – aider les pauvres et les pèlerins conformément à la charité chrétienne – a évolué pour répondre aux besoins actuels, faisant de l'établissement l'un des hôpitaux universitaires les plus en pointe d'Espagne.

La CEB a financé partiellement les récents travaux de restauration de deux bâtiments du site historique de l'hôpital, à savoir le pavillon administratif et le pavillon Sant Salvador.

Le pavillon administratif et les dix bâtiments qui l'entourent ont été construits par Lluís Domènech i Montaner, une grande figure du modernisme catalan, dont Antoni Gaudí fut le membre le plus éminent. À Sant Pau, Domènech i Montaner a recréé la "volta" traditionnelle catalane, ou plafond vouté, et a utilisé plusieurs matériaux décoratifs, comme la brique rouge, la mosaïque et la faïence.

Grâce aux travaux de restauration financés par la CEB, il a été possible d'ouvrir un musée dédié à l'hôpital Sant Pau et à son rapport avec la ville et la médecine proposant des services comme une boutique, une cafétéria et des salles où peuvent être organisés diverses manifestations (événements, réunions, conférences).

L'institut de recherche de Sant Pau

La Catalogne possède un modèle de recherche hospitalière unique et reconnu dans le monde entier, dans lequel les instituts de recherche sont organisés autour des grands hôpitaux.

L'institut de recherche de Sant Pau est une institution renommée dans le domaine de la biomédecine, particulièrement célèbre pour son intégration des nouvelles découvertes dans les pratiques de soins de santé. Ses recherches ont beaucoup de poids dans leurs disciplines respectives. De plus, l'Institut peut faire valoir de nombreux projets financés par les fonds publics et une grande variété d'essais cliniques, et bénéficie de diverses subventions.

En 2016, la CEB a approuvé un prêt de 9 millions d'euros en faveur de CaixaBank pour financer une partie de la construction du nouveau bâtiment de l'institut de recherche.

Actuellement, l'institut mène ses activités de recherche dans plusieurs espaces exigus du complexe ou dans des préfabriqués. Ces locaux, obsolètes et précaires, n'offrent pas des conditions de travail décentes aux chercheurs. En outre, le manque d'espace et l'éparpillement des installations empêchent l'intégration des nouvelles technologies. Cet environnement représente un obstacle majeur qui entrave les efforts de l'institut de recherche pour acquérir sur le plan national et international le statut de centre de référence dans le secteur biomédical.



Par conséquent, le projet vise à créer de meilleures conditions de travail pour quelque 300 chercheurs et à améliorer l'efficacité en réunissant toutes les activités de recherche dans un bâtiment neuf d'une superficie d'environ 10 000 m^2. Ce nouvel immeuble abritera des laboratoires, des services techniques scientifiques, des unités de recherche, les services de gestion et d'administration et les services généraux.

Sant Pau: cutting-edge health research at a UNESCO World Heritage site

Having successfully funded the restoration of two historic buildings belonging to the Sant Pau hospital, the CEB has approved a €9 million loan to build a biomedical research centre.



Barcelona's Sant Pau Hospital is the world's largest Art Nouveau site, hosting one of the oldest medical institutions in Europe. In 1997 it became a UNESCO World Heritage site due to its unique construction and artistic beauty.

Having been in operation for over 600 years, Sant Pau is the oldest hospital in Spain, serving patients not only from Catalonia but from the entire country. Its original mission – to serve the poor and pilgrims according to Christian charity – has evolved to meet the needs of today, making it one of the top-level university hospitals in Spain.

The CEB partially funded the recent restoration of two buildings on the Sant Pau hospital historical site, namely the "Administration Pavilion" and the "Sant Salvador Pavilion".

The "Administration Pavilion" and the 10 buildings that surround it were built by Lluís Domènech i Montaner, a highly influential figure in Catalan architectural modernism, which counts Antoni Gaudí as its most famous member. In Sant Pau, Domènech i Montaner recreated the traditional Catalan *volta,* or vaulted ceiling, and used diverse decorative resources, such as bare red brick, mosaics and tiles.

The restoration works funded by the CEB have made it possible to open a museum devoted to the Sant Pau hospital and its ties to the city and to medicine, and to provide accompanying services – a museum shop, cafeteria and catering services, as well as multi-purpose rooms for events, meetings and conferences.

Sant Pau Research Institute

Catalonia has a singular and internationally renowned model of hospital research, with healthcare research institutes organised around major hospitals.

The Sant Pau Hospital Research Institute is a prominent institution in the field of biomedical research, particularly renowned for the integration of new discoveries into healthcare praxis. Its research studies carry significant weight in their fields, while the Institute also boasts many government-subsidised projects, a variety of research grants and a wide range of clinical trials.

In 2016 the CEB approved a € 9 million loan to CaixaBank to partially finance the construction of the new Research Institute building.

The Institute currently conducts its activity in various small spaces and pre-fabricated units within the hospital complex. The now obsolete facilities are in a precarious state and no longer offer a decent work environment for researchers. Moreover, the lack of space and scattered facilities preclude the incorporation of new technologies. All this constitutes a significant obstacle to the Research Institute's efforts to position itself as a reference research centre in the national and international biomedical sector.

The project therefore aims to create better working conditions for about 300 researchers and improve efficiency by concentrating the hospital's research activities into a new building, representing a total built area of about 10 000 m^2. The new building will include: laboratories, technical scientific services, investigation units, management and administration, and general services.

Entretien

Les défis spécifiques aux établissements de santé



Nicholas Koumpis est un spécialiste de l'ingénierie médicale et possède plus de 30 ans d'expérience dans la modernisation des systèmes de santé. Dans le cadre du chantier d'extension et de réhabilitation de l'hôpital universitaire de Skopje et de l'hôpital régional de Shtip dans "l'ex-République yougoslave de Macédoine", il est actuellement sous contrat avec la CEB pour soutenir l'unité de mise en œuvre du projet (PIU) dans la supervision des travaux liés à ces deux investissements financés par la Banque.

Pouvez-vous nous citer quelques-unes des spécificités du financement de projets de santé ?

Le secteur de la santé est l'un des domaines d'intervention où les projets sont les plus complexes. Cette complexité tient à la conjonction des aspects liés à l'ingénierie, des défis technologiques, des implications à prendre en compte en matière de gestion et de ressources humaines et de la difficulté qui consiste à garantir, dans un contexte d'évolution rapide des technologies et de la science, la pérennité à long terme d'investissements considérables.

Pourquoi les hôpitaux et les établissements de santé sont-ils difficiles à construire et à gérer ?

Les infrastructures de soins de santé soulèvent des difficultés qui n'existent pas dans les autres constructions, car elles abritent une grande diversité de services et d'unités fonctionnelles. On y retrouve les blocs opératoires, les unités de soins intensifs, les fonctions de diagnostic et traitement, les laboratoires de biologie médicale, les services d'imagerie et d'urgence, ainsi que des services d'accueil, tels que les soins de base dispensés aux patients, les repas, la blanchisserie et le nettoyage. De surcroît, la gestion de ces installations s'avère très exigeante, et ce défi doit être intégré au projet dès son lancement.

Aujourd'hui, les projets de rénovation, de réhabilitation et d'extension d'hôpitaux existants sont plus courants que les projets de construction de nouveaux hôpitaux. Quelles sont les difficultés supplémentaires liées à ces projets ?

La rénovation et l'extension d'hôpitaux existants posent de nouveaux défis en matière d'ingénierie : d'un côté, les installations et les systèmes déjà en place doivent rester opérationnels tout au long de la période de construction ; de l'autre, des mesures de sécurité doivent être prises pour protéger les patients et le personnel médical. Cela demande une bonne coordination entre l'unité de mise en œuvre des projets, les gestionnaires du programme, les consultants spécialistes de la conception, les entrepreneurs et les équipes opérationnelles de l'hôpital. Par exemple, le campus du centre hospitalier universitaire de Skopje compte plus de 30 bâtiments différents, dont des installations de biologie médicale et les locaux de l'université. Cela entraîne des difficultés considérables sur les flux de circulation durant les travaux de construction.

Vous avez mentionné de nombreuses difficultés liées aux projets sanitaires. Dans pareil contexte, comment la CEB devrait-elle aborder ce type de projet ?

Il est important pour la CEB de rationaliser ses activités en favorisant le travail d'équipe, le partage des compétences, l'assistance technique et une bonne collaboration avec les consultants. Ce constat s'applique particulièrement aux pays cibles de la CEB, dont les capacités ne sont pas toujours suffisantes, et qui souvent aussi, étant donné leur histoire, ne disposent pas d'expérience spécifique. Par exemple, le centre hospitalier de Skopje est le premier projet hospitalier à grande échelle dans le pays depuis 30 ans, le plus grand investissement en infrastructure sanitaire dans la sous-région des Balkans. Il faut donc aller au-delà d'une simple approche sectorielle et mobiliser les compétences supplémentaires requises pour réaliser un projet d'une telle complexité. Dernier facteur, et non des moindres, la CEB doit insister sur l'importance de faire évoluer la culture et la mentalité des professionnels de la santé afin qu'ils puissent tirer le meilleur parti de ces nouveaux investissements.

Interview

Engineering challenges in healthcare facilities

Nicholas Koumpis is an expert in medical engineering, with more than 30 years of global experience in health systems modernisation. In the framework of the extension and rehabilitation of the University Hospital in Skopje and the Regional Hospital in Shtip in "the former Yugoslav Republic of Macedonia", he is currently under contract with the CEB to support the project implementation unit (PIU) in supervising construction works for both these CEB-funded investments.

What are some of the specificities of financing healthcare projects?

The health sector is one of the areas of action in which projects are amongst the most complex due to their engineering aspects, technological challenges, management and human resources implications, and the problem of ensuring long-term sustainability of such large investments, given the rapid changes in technology and science.

What makes hospital and healthcare facilities difficult to build and manage?

Healthcare infrastructure poses challenges that are different from those in other building structures because they include a large range of services and functional units such as surgery, intensive care units, diagnostic and treatment functions, clinical laboratories, imaging, emergency rooms, as well as hospitality functions such as basic in-patient care, food service, laundry facilities and housekeeping. Such facilities are also very complex to manage well and this is a real challenge that needs to be integrated into a project from the outset.

Nowadays, renovation and rehabilitation projects or additions to existing hospitals are more common than building new facilities. What additional challenges does this pose?

Renovations and extensions of existing hospitals pose a new challenge for engineering projects, due to the need for existing areas and systems to remain operational throughout the construction period and for safety measures to be taken to protect patients and medical staff. This requires coordination between the project implementation units, programme managers, design consultants, general contractors and the hospital's operational teams. For example, the campus of the University Hospital Centre in Skopje hosts more than 30 different buildings, including clinical facilities and medical university premises. This creates significant traffic circulation challenges during the construction works.

You have enumerated the many challenges that healthcare projects entail. In light of such complexity, how should the CEB approach projects like these?

It is important for the CEB to streamline its activities through enhanced teamwork and sharing of competencies, technical assistance and collaboration with consultants. This is particularly significant in CEB target countries, which sometimes lack capacity and, given their history, also often lack the specific experience. For example, the Clinical Centre in Skopje is the first large-scale hospital project undertaken in the country for the past 30 years and currently the main hospital investment in the Balkans' sub-region. This also means going beyond a purely sectoral perspective and bringing into play the complimentary skills that are required to address such a complex issue. Last but not least, the CEB needs to underline the importance of seeking contemporaneous changes in the culture and mentality of healthcare professionals to be able to reap the full benefit of these new investments.



Albanie : soutien à la modernisation des soins de santé

Au cours des 20 dernières années, les pays cibles de la CEB qui appartenaient à l'ancien bloc de l'Est ont entrepris de grandes réformes visant à renforcer la gestion et la gouvernance des systèmes de santé ainsi qu'à améliorer l'efficacité et la qualité des soins. Néanmoins, dans de nombreux pays, ces réformes n'ont pas encore été achevées et les besoins d'investissement demeurent considérables.

En Albanie, les gouvernements successifs se sont confrontés au défi que représente la modernisation des soins de santé. Les principaux objectifs ont été d'empêcher la dégradation des soins élémentaires et de construire un système de santé viable sur le plan financier, permettant ainsi d'offrir des services de qualité et de garantir une gestion efficace.

Principal prestataire de services de soins, l'État joue un rôle de premier plan dans la promotion de la santé, et dans la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies. Tous les citoyens albanais sont couverts par le système de santé public.

Financements de la CEB

Depuis 2001 qui a vu l'approbation d'un prêt destiné à la réhabilitation de l'hôpital de Shkodra après examen du plan directeur élaboré grâce aux fonds de la Banque mondiale, la CEB collabore avec l'Albanie dans le cadre de la réforme des soins de santé.

L'hôpital de Shkodra fournit des services médicaux à environ 250 000 habitants du nord du pays. Les fonds de la CEB, qui ont été alloués à la modernisation de cet hôpital en trois étapes, ont servi à en réorganiser les activités et à agrandir certains locaux en vue d'améliorer la qualité des prestations médicales. L'un des résultats les plus remarquables qui aient été obtenus jusqu'à présent est l'amélioration du diagnostic prénatal et des soins de maternité.

En 2005, la CEB a également accordé un prêt de 14 millions d'euros pour que soit menée à bien la première étape de rénovation de l'hôpital universitaire de Tirana, suivi d'un autre prêt de 15,9 millions d'euros, destiné à financer l'achèvement du bâtiment principal du centre hospitalier et la rénovation du bâtiment de médecine générale.

À la fois centre hospitalier, centre d'éducation et centre de recherche, l'hôpital universitaire de Tirana (TUHC) est l'établissement médical le plus important d'Albanie. C'est aussi le plus grand hôpital du pays, avec une capacité d'environ 1 450 lits. Plus de 65 000 patients y sont soignés chaque année.



Quand le projet de rénovation a démarré, le TUHC laissait voir une structure dépassée, les différents départements médicaux (chirurgie, pédiatrie, neurologie, etc.) étaient éparpillés sur une trentaine de bâtiments, et un grand nombre d'entre eux étaient obsolètes et loin de respecter les normes modernes régissant les soins tertiaires.

Une fois les travaux de construction et de réhabilitation terminés, la capacité de l'hôpital en sera augmentée et la population albanaise disposera d'un meilleur accès à des soins hospitaliers de qualité.

Assistance technique

La valeur ajoutée qu'apporte la CEB à cette réforme du système de santé, outre les ressources à long terme qu'elle procure au gouvernement, à un coût abordable, réside dans l'assistance technique.

Vu la complexité de la réforme, la CEB n'a cessé d'apporter un soutien substantiel au ministère de la Santé, notamment en ce qui concerne la préparation du projet et le renforcement des capacités au niveau de la gestion de l'établissement, afin de garantir, au-delà de la construction des infrastructures, la pérennité des réformes entreprises. Il est intéressant de noter que, du fait de cette collaboration, les autorités ont adopté les principes de suivi et de passation de marchés de la CEB.

Albania: supporting the modernisation of healthcare



In 2005, the CEB also granted a € 14 million loan for the first phase of the renovation of the Tirana University Hospital, followed by a € 15.9 million loan for the completion of the Hospital Centre's main building and the refurbishment of the General Medicine building.

CEB target countries from the former Eastern bloc have undertaken major health reforms over the last two decades to strengthen management and governance and improve efficiency and quality of care. However, in many countries the reforms are not yet fully implemented and investment needs are significant.

In Albania, successive governments have grappled with the challenge of modernising healthcare. The main objectives have been to prevent the deterioration of basic healthcare and to build up a financially sustainable health system, thereby providing good quality health services and ensuring efficient management.

The state is the major provider of health services, health promotion, prevention, diagnosis and treatments. All Albanian citizens are covered by the public care system.

CEB funding

The CEB has collaborated with Albania on the reform of healthcare since 2001, when it approved a loan for the rehabilitation of Shkodra Hospital, based on the master plan elaborated with World Bank financing.

Shkodra hospital provides medical services to about 250 000 inhabitants in the north of the country. The CEB funds, provided in three phases for Shkodra hospital modernisation, have been used for the functional reorganisation of the hospital, with the extension of certain areas to provide improved medical services. One of the most important results so far has been an improvement in prenatal diagnostics and maternity services.

Tirana University Hospital (TUHC) is the most important medical facility in Albania, functioning as a hospital centre, a teaching institution and a research centre. It is the largest hospital in the country with a bed capacity of approximately 1 450 beds. More than 65 000 patients are treated there every year.

When the renovation project began, TUHC had an outdated design, with medical specialties such as surgery, pediatrics, neurology and others performed in about 30 buildings, many of them obsolete and far from modern tertiary medicine standards.

Once finalised, the construction and rehabilitation works undertaken will improve access to quality hospital care for the Albanian population and increase the hospital's capacity.

Technical assistance

The CEB's added value in the healthcare reform, apart from providing affordable long-term resources to the government of Albania, lies in the technical assistance it provides.

Given the complexities of the healthcare reform, the CEB has been providing substantial support to the Ministry of Health. This has included assistance with project preparation and capacity building at hospital management level, in order to ensure sustainability of the reforms beyond infrastructure building. It is worth noting that, as a result of this collaboration, the authorities have adopted CEB monitoring and procurement rules.

Entretien

Dans un paysage de la santé en mutation, quel rôle pour la CEB ?



Thomas Kergall est un économiste de la santé qui a rejoint la CEB en 2015 en tant que conseiller technique. Il possède 20 ans d'expérience dans la gestion des projets sanitaires concernant les pays en transition, y compris plusieurs affectations sur le terrain.

Les systèmes de santé des pays membres de la CEB devront faire face dans les prochaines années à plusieurs difficultés courantes. Pouvez-vous nous donner plus de détails ?

En raison de l'augmentation de l'espérance de vie et du déclin du taux de fécondité, le pourcentage des plus de 60 ans croît plus vite que celui des autres groupes d'âge, tout particulièrement dans les pays membres de la CEB. L'âge moyen du personnel médical s'élève aussi, d'où la raréfaction des professionnels de la santé, déjà peu nombreux.

Les innovations technologiques et services en découlant constituent également un défi de taille pour l'avenir de la médecine et de la santé : ils sont source de progrès thérapeutique, mais aussi de dépenses croissantes.

Dans un contexte marqué par le resserrement des budgets, les États doivent assurer la pérennité financière de leur système de santé tout en préservant les valeurs qu'ils partagent : une couverture universelle, un financement solidaire, équité dans l'accès aux soins et des prestations de soins de qualité.

Comment le paysage médical évolue-t-il face aux difficultés que vous venez d'évoquer ?

La demande de soins de santé devrait s'accroître, mais aussi devenir plus hétérogène. Par exemple, les services ambulatoires et les soins primaires prendront plus d'importance, tandis que le rôle des hôpitaux, avec la réduction de la durée des séjours d'hospitalisation, s'orientera davantage vers la coordination des réseaux de soins. Le secteur verra apparaître de nouvelles professions et le rôle traditionnel des médecins et des infirmiers sera redéfini.

Par-dessus tout, la complexité croissante des services médicaux modifiera la façon dont les établissements de santé sont construits et administrés. Il s'agit donc souvent de changer la culture de la profession médicale.

Comment la CEB peut-elle répondre au mieux à ces changements et, par conséquent, aux besoins en financement ?

Bien que la plupart (70%) des fonds accordés par la CEB en faveur de la santé ciblent des hôpitaux, nous sommes également très impliqués dans des projets relatifs aux soins primaires (par exemple des centres de santé en Bosnie-Herzégovine, par exemple). En outre, nous finançons déjà des projets dans le secteur de l'innovation. Nous travaillons ainsi avec BIOASTER, un institut de recherche technologique situé à Lyon et engagé dans la lutte contre les résistances aux antimicrobiens, une des priorités sanitaires mondiales actuelles. Nous collaborons également avec l'institut de recherche de Sant Pau, une institution espagnole de premier plan dans le secteur biomédical (page 8). Ce sont des projets de ce type auxquels la CEB pourrait accorder une place plus importante.

À l'avenir, le secteur de la cybersanté ou l'utilisation des technologies de l'information et de la communication devront aussi faire l'objet d'une attention plus soutenue.

Les services sociaux se développeront dans les années à venir. Quel rôle peut jouer la CEB dans ce domaine ?

La CEB apporte d'ores et déjà son soutien aux acteurs principaux du secteur de l'économie sociale et solidaire au moyen de prêts en faveur du Crédit Coopératif, du Crédit Agricole ou des Caisses d'Épargne, en France, ou au moyen de projets menés en Belgique (CPAS) et en Roumanie. Les bénéficiaires de ces investissements sont des groupes de population vulnérables, tels que les personnes âgées ou handicapées, ainsi que les enfants, les jeunes et les adultes en situation précaire. Ces projets ont pour vocation de leur fournir des services médico-sociaux et une assistance.

Compte tenu de l'importance de ce secteur et de son potentiel de croissance, il constitue pour la CEB un autre champ d'action possible, conformément à son mandat social.

Interview

In a changing healthcare landscape, what role for the CEB?

Thomas Kergall is a health economist who joined the CEB in 2015 as a Technical Advisor. He brings 20 years of experience in managing health care projects in transition countries, including various assignments in the field.

Healthcare systems in CEB member countries face some common challenges in the coming years. Can you elaborate on those?

As a result of both longer life expectancy and declining fertility rates, the proportion of people aged over 60 years is growing faster than any other age group, particularly in CEB member countries. The health workforce is also ageing, which adds to the already scarce number of health professionals.

Technological innovations and services are also a major issue for the future of medicine and health: they are a source of therapeutic progress, but also increased spending.

Lastly, in the context of financial pressures, governments need to secure the financial sustainability of their health systems without undermining the values they share: universal coverage, solidarity in financing, equity of access and provision of high-quality healthcare.

How is the healthcare environment changing in the face of the challenges you mentioned?

They are expected to lead to a burgeoning, but heterogeneous demand for healthcare services. For example, ambulatory services and primary care will become more important, while the role of hospitals, with shorter patient visits, will evolve to coordinating healthcare networks. New healthcare related professions will emerge, and the traditional roles of doctors and nurses will be redefined.

Most of all, the increasing complexity of healthcare services will lead to a change in the way health facilities are built and managed. This is often a matter of changing the culture of the medical profession.

How can the CEB best respond to these changing healthcare and, consequently, investment needs?

Although the bulk (70%) of CEB health investments are in hospital facilities, we are also involved in primary healthcare projects (e.g. clinics in Bosnia and Herzegovina). In addition, we are already funding innovative healthcare projects – for example, we work with BIOASTER, a Lyons-based Technological Research Institute (TRI) engaged in fighting antimicrobial resistance, one of the most pressing global health issues today. We are also collaborating with the Sant Pau Research Institute, a leading Spanish institution for biomedical research (see page 9). These are the kinds of projects the CEB could develop further.

Looking ahead, the field of e-Health, or the use of information and communication technologies (ICT) for health, should also be an area for consideration.

The social care sector is set to grow in the coming years. What role can the CEB play in this area?

The CEB is already supporting major players in the social and solidarity-based economy via loans to Crédit Coopératif, Crédit Agricole or BPCE (Caisses d'Épargne) in France and projects in Belgium (CPAS) and Romania. The beneficiaries of CEB funds are vulnerable population groups such as the elderly, persons with disabilities, and children, young people and adults in a precarious situation. The focus of these projects is on the provision of social care and assistance.



Given the importance of this sector and its potential for growth, this could be another opportunity for the CEB, in line with our social mandate.

Document de réflexion de la CEB : "Financement des infrastructures de santé durables dans les pays cibles de la CEB"

[CEB Working Paper: "Financing Sustainable Health Infrastructure in CEB Target Countries"]

En 2016, la CEB a publié un nouveau document de réflexion intitulé *"Financing Sustainable Health Infrastructure in CEB Target Countries*"*. Ce document analyse les évolutions et les défis en matière d'offre et de financement des soins de santé qui dessineront les investissements futurs dans ce secteur.



Les dépenses de santé dans les pays de la CEB représentent déjà une part importante des budgets publics, et doivent encore augmenter au cours des années à venir. Comme dans tous les pays industrialisés, la demande de soins de santé augmente sous l'effet du vieillissement démographique, des progrès technologiques, des innovations médicales, de l'augmentation des cas de maladies chroniques, de l'élévation des attentes du public et des nouvelles possibilités d'améliorer sensiblement sa santé. L'évolution actuelle de la manière dont les services de santé sont organisés et dispensés afin de répondre aux besoins de la population européenne (de plus en plus âgée) et à une spécialisation de plus en plus poussée devrait conduire à une élévation des compétences requises pour les professions actuelles de la santé et à l'émergence de nouvelles qualifications. Cette évolution rendra nécessaires de nouvelles combinaisons de compétences, une délégation des tâches et de nouvelles façons de travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires élargies, tout en se tenant au courant des progrès accomplis en matière de technologies, de traitements et de prévention.

Qui plus est, le document de réflexion montre que les besoins en investissement dans le secteur médical sont plus marqués dans les pays cibles de la CEB que dans les autres États membres, parce que leurs systèmes de santé ne sont pas encore arrivés à maturité et que leurs installations souffrent davantage d'obsolescence. La reconfiguration des systèmes hospitaliers complexes dans les pays cibles de la CEB, une nécessité urgente, exige la construction et/ou la rénovation des infrastructures et l'existence d'un personnel médical et administratif suffisamment compétent et formé si l'on souhaite s'adapter à l'évolution des besoins sanitaires et offrir de nouvelles méthodes de traitement.

Aussi, obtenir des financements publics et privés permettant la prestation durable de services de santé suffisants et abordables pour tous représente-t-il un véritable défi pour les systèmes de santé des pays de la CEB. En d'autres termes, il est indispensable de veiller à la pérennité des systèmes de santé en termes de rapport coût/efficacité, de couverture universelle, de qualité et de continuité du service, le tout dans la limite des ressources financières, sociales et environnementales disponibles.

Face à ces évolutions et à ces défis, la CEB est déterminée à adapter les actions qu'elle mène dans le secteur médical. Puisqu'elle ne décide pas des politiques, la Banque suit étroitement ces changements et évaluera leurs implications opérationnelles. Afin de répondre à la demande croissante en matière de soins de santé et de longue durée dans les années à venir, cette publication souligne que la CEB devra continuer à financer les investissements en infrastructures, équipement et compétences dans le secteur de la santé, en particulier dans les pays cibles, toujours en transition. Ce faisant, la Banque apportera aussi sa contribution à l'Agenda 2030 pour le développement durable, et particulièrement à l'objectif 3 : "Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge".

* Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, "l'ex-République yougoslave de Macédoine", Lettonie, Lituanie, Malte, Monténégro, République de Moldova , Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie et Turquie

CEB Working Paper: "Financing Sustainable Health Infrastructure in CEB Target Countries"



In 2016, the CEB published a new working paper entitled "Financing Sustainable Health Infrastructure in CEB Target Countries*". This publication assesses recent trends and challenges in healthcare provision and financing, and their implications for future lending to this sector.

Representing an important part of public budgets, healthcare spending in CEB countries is expected to increase over the coming years. As in all industrialised countries, the demand for healthcare is growing as a result of ageing populations, technological advances and medical innovation, a higher incidence of chronic diseases, rising public expectations and new opportunities for securing substantial improvements in health. Changes in how healthcare services are organised and delivered to meet the needs of Europe's (ageing) population and to reflect greater specialisation are expected to lead to the up-skilling of existing health occupations and to new skills requirements. These changes will require different skill mixes, task-shifting and new ways of working within wider cross-specialist teams, while keeping abreast of changes in technology, treatments and prevention.

Furthermore, the working paper shows that investment needs in the health sectors of CEB target countries are more acute than those in the other CEB member states, because their healthcare systems are still maturing and facilities are more obsolete. Much needed reconfigurations of complex hospital systems across CEB target countries require the construction and/or renovation of infrastructure and the availability of an adequately skilled and trained medical and managerial workforce if they are to adapt to changing health needs and to offer new treatment methods.

Thus, a particular challenge for healthcare systems in CEB countries is to ensure public and private financing for the adequate, affordable and sustainable provision of health services for all. In other terms, it is essential to ensure that health systems are sustainable in terms of cost-efficiency, universal coverage, quality and continuity of service, all within the limits of the available financial, social and environmental resources.

In the face of such trends and challenges, the CEB will be adapting its action in the health sector. As a policy taker, the Bank is following these changes closely and will be assessing their operational implications. To meet the growing demand for healthcare and long-term care in the coming years, the publication underlines how important it is for the CEB to continue to finance investments in new and updated facilities, equipment and skills, especially in the still transitioning CEB target countries. In so doing, the Bank will also be making its contribution to the 2030 Sustainable Development Agenda and particularly to Goal 3: "Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages".

* Albania, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Estonia, Georgia, Hungary, Kosovo, Latvia, Lithuania, Malta, Republic of Moldova, Montenegro, Poland, Romania, Serbia, Slovak Republic, Slovenia, "the former Yugoslav Republic of Macedonia" and Turkey

La CEB approuve 1,15 milliard de prêts pour 12 nouveaux projets sociaux

Le montant total des approbations depuis le début de l'année avoisine ainsi 3 milliards d'euros.

Allemagne : deux prêts, l'un de 300 millions d'euros à Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB) pour le financement d'investissements municipaux dans la région de Brandebourg, dont en particulier le logement social abordable et la modernisation de structures socio-culturelles ; l'autre de 50 millions d'euros à NRW Bank, extension d'un prêt accordé par la CEB en 2010, afin d'augmenter l'offre de logements locatifs pour les ménages à revenus modestes, les personnes âgées, les personnes issues de l'immigration, et les personnes handicapées dans l'État de la Rhénanie du Nord-Westphalie.

Bosnie-Herzégovine : prêt de 11 millions d'euros au gouvernement fédéral pour cofinancer la construction d'installations de captage d'eau à la source de Plava Voda ainsi que de canalisations. Le projet, cofinancé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), pourra assurer un approvisionnement fiable d'eau de bonne qualité à environ 250 000 habitants dans les municipalités de Travnik, Novi Travnik, Vitez, Busovaca et Zenica.

Bulgarie : prêt de 200 millions d'euros au gouvernement pour optimiser, par le biais d'une Facilité de cofinancement européenne (ECF), les avantages tirés des Fonds structurels et d'investissement européens accordés à la Bulgarie pour la période 2014-2020. Les fonds sont destinés à répondre aux besoins d'investissement social du pays, à stimuler le développement économique et à réduire les déséquilibres régionaux.

Chypre : prêt de 32 millions d'euros au gouvernement pour financer des travaux d'extension et de rénovation de l'Université de Chypre. Ces espaces élargis et rénovés permettront d'ouvrir des postes d'enseignants, de chercheurs et de personnels administratifs pour faire face aux prévisions d'augmentation de 25% du nombre d'étudiants d'ici 2020.

Finlande : prêt de 80 millions d'euros à la ville d'Espoo, deuxième plus grande ville de Finlande, pour financer la construction de nouveaux bâtiments scolaires et la restauration d'installations existantes. Au moins 7 500 enfants, dont une frange issue de l'immigration, en bénéficieront.

France : prêt de 65,6 millions d'euros à la Société Générale pour financer la conception et la construction du Campus "Condorcet" situé en Seine-Saint-Denis. À son ouverture en 2019, ce campus regroupera dix établissements d'enseignement supérieur et quatre communautés d'université. Il sera le plus grand campus européen dans le domaine de la recherche en sciences humaines et sociales.

Italie : prêt de 150 millions d'euros à la Cassa depositi e prestiti S.p.A. pour faciliter l'accès des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) italiennes à des prêts à taux réduits. Ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le gouvernement italien en faveur des MPME, qui emploient près de 17 millions de salariés.

"**l'ex-République yougoslave de Macédoine"** : prêt de 10 millions d'euros à Procredit Bank Macedonia, filiale de ProCredit Holding, seule banque du pays spécialisée dans le développement des MPME. Le prêt de la CEB financera les projets d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises, renforçant ainsi leur compétitivité et leur capacité à créer de nouveaux emplois.

République tchèque : prêt de 50 millions d'euros à la Société Générale Equipment Finance CZ, pour le financement d'investissements productifs des MPME tchèques et slovaques ainsi que pour le financement à long terme de projets dans le domaine de la modernisation des infrastructures publiques. Le prêt devrait favoriser de façon significative la création d'emplois dans les pays concernés.

Turquie : deux prêts, l'un de 100 millions d'euros à la Türkiye Sınai Kalkınma Bankası (TSKB), la seule banque de développement industriel de Turquie, l'autre également de 100 millions d'euros à Türkiye Kalkınma Bankası (TKB), détenue par l'État turc. Les prêts accordés par la CEB renforceront la compétitivité des MPME turques et stimuleront la création de nouveaux emplois permanents ou saisonniers, l'accent étant mis sur le développement régional et la réduction des disparités.

La CEB nomme deux nouveaux Vice-Gouverneurs

Le Conseil de direction de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a élu Madame Rosa María Sánchez-Yebra Alonso au poste de Vice-Gouverneur "Stratégie de Développement Social" et Monsieur Hakan Tokaç au poste de Vice-Gouverneur "Pays du Groupe Cible."

À propos de ces nouvelles nominations, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a commenté : "Je tiens à féliciter Madame Sánchez-Yebra Alonso et Monsieur Tokaç pour leur nomination. Je me réjouis par avance de travailler à leurs côtés. Je suis certain qu'ils contribueront tous deux de manière importante au sein de l'équipe de direction de la CEB."

The CEB approves loans for 12 new social projects worth € 1.15 billion

This brings the total amount approved for social projects so far this year to almost € 3 billion.

Bosnia and Herzegovina: a € 11 million loan to the federal government in order to co-finance the construction of the water intake facility at the Plava Voda source and the construction of a pipeline. The project, which is co-financed by the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), will ensure the reliable supply of good quality water to 250,000 persons in the municipalities of Travnik, Novi Travnik, Vitez, Busovaca, and Zenica.

Bulgaria: a € 200 million loan to the government to help maximise, through an EU Co-financing Facility (ECF), the benefits of the European Structural and Investment Funds granted to Bulgaria for the period 2014-2020. The funds will help to address Bulgaria's social investment needs, advance economic development, and reduce regional disparities.

Cyprus: a € 32 million loan to the government to finance the extension and renovation of the University of Cyprus. The enlargement and refurbishment of facilities will create new teaching, research and administrative jobs and help the institution to cope with the 25% increase in its student intake expected by 2020.

Czech Republic: a € 50 million to Société Générale Equipment Finance CZ to finance the productive investments of Czech and Slovak MSMEs and also long-term projects in the modernisation of public infrastructure. The loan is expected to make an important contribution to job creation in the countries concerned.

Finland: a € 80 million loan to the City of Espoo, Finland's second largest city, in order to finance the construction of new school buildings and the refurbishment of existing facilities. CEB funds will benefit at least 7 500 children, including children of migrant background.

France: a € 65.6 million loan to Société Générale to finance the design and construction of the "Condorcet" Campus in Seine-Saint-Denis. When it opens in 2019, the "Condorcet", which will bring together ten higher education institutions and units from four universities, will become the largest European campus in social sciences and humanities research.

Germany: a € 300 million loan to Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB) to finance municipal investments in the Brandenburg region, particularly for the provision of affordable social housing and the modernisation of socio-cultural facilities. Also, a € 50 million to NRW Bank, as an extension of the loan granted in 2010, to increase the availability of social housing units for low-income families, the elderly, persons of migrant background, and persons with disabilities in North Rhine-Westphalia.

Italy: a € 150 million loan to Cassa Depositi e Prestiti S.p.A. to facilitate access to low-interest loans for Italian micro-, small, and medium-sized enterprises (MSMEs). The implementation of this project is in the context of a series of measures taken by the Italian government to help MSMEs, which employ almost 17 million persons.

"the former Yugoslav Republic of Macedonia": a € 10 million to Procredit Bank Macedonia, a subsidiary of ProCredit Holding, the only bank in the country specialising in the development of MSMEs. The CEB loan will finance the productive investments of small businesses, boosting their competitiveness and promoting job creation.

Turkey: a € 100 million loan to Türkiye Sınai Kalkınma Bankası (TSKB), the only private bank for industrial development in the country, and a € 100 loan to Türkiye Kalkınma Bankası (TKB), which is state-owned. The CEB loans will strengthen the competitiveness of Turkish MSMEs and support the creation of seasonal and permanent jobs, with a particular focus on regional development and the reduction of disparities.

The CEB appoints two new Vice-Governors

The Governing Board of the Council of Europe Development Bank (CEB) appointed Rosa María Sánchez-Yebra Alonso to the post of Vice-Governor for Social Development Strategy and Hakan Tokaç to the post of Vice-Governor for Target Group Countries.

Commenting on these new appointments, CEB Governor Rolf Wenzel said: "I wish to congratulate both Ms Sánchez-Yebra Alonso and Mr Tokaç on their appointment. I look forward to working closely with them. I am confident that they will both make an important contribution to the CEB's management team."

Nouvelle émission benchmark à dix ans de la CEB pour un montant de EUR 1 milliard

Le mercredi 1er juin, la CEB a lancé avec succès une émission benchmark à dix ans pour un montant de EUR 1 milliard, venant à échéance le 8 juin 2026. Il s'agit de la première émission benchmark en EUR de l'année 2016, qui fait suite à celle, en USD, du mois de mars (5 ans, USD 1 milliard). Puisqu'il s'agit aussi de la première émission benchmark en EUR depuis juin 2015, elle fournira un nouveau point de référence en matière de liquidités pour les échéances à long terme.

La CEB a décidé de tirer parti du créneau étroit entre la réunion de la Banque centrale européenne jeudi et la publication par les États-Unis des chiffres de l'emploi non agricole vendredi afin de se prémunir d'une éventuelle volatilité du marché. Citi, Goldman Sachs International, HSBC et SG CIB ont été mandatés comme chefs de file associés de cette transaction.

Le mandat de cette émission benchmark à dix ans pour un montant de EUR 1 milliard (limitée dès l'origine) a été annoncé à 12h00, heure de Londres, mardi 31 mai et une première estimation d'environ 10 points de base (pb) en dessous du taux mid-swap a été annoncée simultanément.

L'émission a été officiellement ouverte mercredi à 8h00 heure de Londres avec la même marge de 10 pb en dessous du taux mid-swap.

Le carnet d'ordres n'a cessé de s'étoffer, permettant à la CEB de fixer le spread à 10 pb en dessous du taux mid-swap après deux heures de transaction. À la clôture, à 12h00 heure de Londres, près de 30 comptes avaient participé. L'émission a connu un vif succès auprès des trésoreries de banques et des gérants de fonds qui se sont adjugé pratiquement 90% de l'allocation totale, confirmant le solide réseau d'investisseurs de la CEB sur le marché de l'euro.

Les termes de l'opération fixaient la prime de revente à 0,4245% et prévoyaient une remise d'environ 2 pb, d'une durée limitée, au titre de la nouvelle émission.

En incluant cette transaction, la CEB a levé quelque EUR 2,7 milliards sur les 3,3 milliards de son programme de financement de 2016.

Nouvelle politique financière et de risques pour la CEB

Lors de sa réunion le 17 juin à Strasbourg, le Conseil d'administration a approuvé la nouvelle politique financière et de risques avec prise d'effet immédiate.

Cette politique, dont l'objectif est de pouvoir répondre aux défis soulevés par les importants changements économiques, financiers et réglementaires, est fondée sur une analyse approfondie du cadre financier et des risques en vigueur ainsi qu'une étude comparative des pratiques d'autres banques multilatérales de développement (BMD).

La nouvelle politique introduit une approche bilantielle permettant à la Banque d'optimiser l'utilisation de ses ressources financières, de gérer les risques de taux d'intérêt avec une flexibilité élargie, tout en maintenant une situation de liquidité solide. En même temps, l'approche prudente qui s'est avérée efficace dans le passé, est conservée.

Les principaux changements concernent les risques clés suivants:

- **Risque de taux d'intérêt** : le cadre de la gestion des taux d'intérêt est complété par l'introduction d'une approche de gestion bilantielle qui autorise l'investissement à taux fixe des fonds propres dans les classes d'actifs autres que celles du portefeuille d'actifs détenus jusqu'à l'échéance
- **Risqué de liquidité** : une approche fondée sur la courbe de liquidité qui met l'accent sur les écarts de maturité, améliore et complète l'approche traditionnelle consistant à évaluer le risque de liquidité à travers les ratios
- **Risque de crédit** : les notations internes deviennent la référence pour l'activité de trésorerie, renforçant davantage la culture de risques de l'Institution ; en outre, les seuils d'éligibilité relatifs à la notation de crédit minimale sont élargis en lien avec l'évolution des conditions de marché et conformément aux pratiques d'autres BMD.

Le cadre prudentiel de la Banque a été complété par de nouveaux indicateurs afin d'assurer un suivi renforcé de ces risques.

La nouvelle politique financière et de risques, qui inclut les nouveaux indicateurs, établit un cadre de contrôle prudent et flexible dans le contexte du nouveau Plan de développement à moyen terme dont les grandes orientations ont été discutées lors de la Réunion commune le 17 juin et qui prendra effet le 1er janvier 2017.

The CEB launches a EUR 1 billion ten-year benchmark issue

On Wednesday 1 June, the CEB successfully launched and priced a new EUR 1 billion 10-year benchmark issue with a final maturity at 8 June 2026. This is the CEB's first EUR benchmark transaction in 2016 and follows the USD 1 billion 5-year benchmark priced in March. It is also the CEB's first EUR benchmark since June 2015, providing a new liquid reference point in the long-end maturity.

The CEB decided to take advantage of the short window ahead of the ECB meeting on Thursday and US nonfarm payrolls on Friday to avoid potential volatility in the market. Citi, Goldman Sachs International, HSBC and SG CIB were mandated as joint lead managers on the transaction.

The mandate for a EUR 1 billion (no grow) 10-year EUR benchmark was announced at 12pm London time on Tuesday 31 May and initial price thoughts of mid-swaps (MS) -10bps area were released simultaneously. Books were officially opened on Wednesday at 8am London with an unchanged price guidance of MS-10bps area.

The order book grew steadily from the outset, allowing the CEB to set the spread at MS-10bps after two hours of book-building. Final books closed at 12pm London and saw close to 30 accounts participating. The transaction witnessed particularly strong interest from bank treasuries and fund managers who took up nearly 90% of the total allocation, highlighting the CEB's strong investor franchise in the Euro market.

The deal was priced with a reoffer yield of 0.4245% and offered a limited new issued premium of about 2bps.

Following this transaction, the CEB has completed around EUR 2.7 billion of its EUR 3.3 billion funding programme for 2016.



New Financial and Risk Policy for the CEB

At its meeting in Strasbourg on 17 June, the Administrative Council approved the new Financial and Risk Policy taking effect immediately.

This policy is the outcome of a thorough analysis of the Bank's existing financial and risk framework as well as an in-depth benchmarking exercise with CEB's multilateral development banks (MDB) peers with the purpose of addressing challenges arising from the profound economic, financial and regulatory changes.

While preserving a prudent approach, that has proven efficient in the past, the new policy introduces a balance sheet management approach to optimize the use of the Bank's financial resources, allow greater flexibility in interest risk management, and, at the same time, maintain a strong liquidity position.

The main changes address the following key risks:

- **Interest rate risk**: through the balance sheet management approach a more comprehensive interest rate management framework is introduced allowing for own funds' fixed-rate investments as an alternative to the held-to-maturity portfolio
- **Liquidity risk**: the liquidity curve approach focuses on maturity gaps, enhancing and complementing the traditional ratio assessment
- **Credit Risk**: internal ratings become the reference for treasury activity, thereby reinforcing the internal risk culture; in addition, the minimum credit rating eligibility is expanded in line with market challenges and MDB peers practices

New indicators have complemented the Bank's prudential framework to ensure the enhanced monitoring of these risks.

The new financial and risk policy together with the new indicators will provide a prudent and flexible control framework in the context of the new mid-term Development Plan whose general directions have been discussed during the Joint Meeting on 17 June and will become effective on 1 January 2017.

Agenda 2016

28 juin : Assemblée des Donateurs et Comité de Pilotage du Programme régional de logement (RHP)

30 août-1er Septembre : 20ème Réunion Annuelle des IFI - Rémunération et avantages sociaux (Paris)

30 septembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

7-9 octobre : Réunion annuelle de la Banque mondiale et du FMI (Washington)

17-18 novembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

2 décembre : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

Brèves

La CEB et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) ont organisé conjointement un séminaire de haut niveau sur : "La crise des réfugiés et les investissements sociaux : défis et réponses". Le séminaire s'est tenu au siège de la CEB, à Paris, le 17 mai.

L'événement a rassemblé des hauts fonctionnaires ainsi que des professionnels du secteur financier et des représentants de la société civile en provenance de toute l'Europe. Ils ont débattu de la crise actuelle des réfugiés et de son impact sur le logement, les services publics, l'éducation et les marchés du travail des pays d'accueil.

Lors de leur rencontre bilatérale en marge du séminaire, le Gouverneur de la CEB et le Secrétaire général de l'OCDE ont exprimé leur intention conjointe de renforcer la collaboration entre les deux organisations.



Publications



Brochure anniversaire : 60 ans de solidarité européenne



Europe's refugee crisis: from emergency response to longer-term integration (Briefing note)

Agenda 2016

28 June: Assembly of Donors and Steering Committee of the Regional Housing Programme (RHP)

30 August-1 September: 20th IFI Annual Meeting - Compensation & Benefits (Paris)

30 September: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

7-9 October: Annual meeting of the World Bank and the IMF (Washington)

17-18 November: Meeting of the Administrative Council of the CEB (Paris)

2 December: Meeting of the Governing Board of the CEB (Paris)

In brief



The CEB and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) jointly organised a high-level seminar on "The Refugee Crisis: Challenges and Responses for Social Investment" at the CEB's headquarters in Paris, on 17 May.

The event brought together senior public officials as well as financial sector and civil society representatives from across Europe to discuss the ongoing refugee crisis and its impact on housing, public services, education and labour markets of the host countries.

Meeting on the sidelines of the joint event, CEB Governor OECD Secretary-General expressed their intention to enhance the collaboration between the two organisations.

Publications



Anniversary brochure: 60 years of European solidarity

Europe's refugee crisis: from emergency response to longer-term integration (Briefing note)



CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE





60 years
of European solidarity
CEB





A propos de la CEB …

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB …

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 member states. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the member states.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its member states, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org

www.coebank.org